

Responsabilité des enseignants

La responsabilité civile

Les fondements de la responsabilité civile des enseignants, comme celle de tout citoyen sont établis d'abord par les articles 1382, 1383 et 1384 du Code civil qui date de 1804. La responsabilité des enseignants repose depuis sur la loi du 5 avril 1937. Certaines dispositions de cette loi ont été remplacées par celles de l'article L.911-4 du Code de l'Éducation.

Les enseignants sont responsables des dommages causés par, ou au détriment, des élèves placés sous leur surveillance. Cependant, la responsabilité de l'État se substitue à celle des membres de l'enseignement qui ne peuvent donc pas être mis en cause devant les tribunaux civils par la victime ou ses représentants. **Mais l'État peut exercer un recours contre l'enseignant, conformément au droit commun.**

Les fautes, imprudences ou négligences invoquées contre l'enseignant, dans l'exercice de ses fonctions et responsable du fait dommageable, **doivent être prouvées par le plaignant.** Dans le cas où l'État a été poursuivi et condamné, c'est lui qui paie et répare les dommages. Le maître conserve éventuellement :

- la **responsabilité administrative de ses fautes de service**, l'administration pouvant estimer que la faute mérite une sanction disciplinaire ;
- la **responsabilité civile de ses fautes**, étrangères ou non au service. C'est dans ce cas que l'État peut se retourner contre le maître pour exercer une action récursoire.

S'agissant des accidents consécutifs à une faute involontaire, l'action récursoire de l'État (l'État se retourne contre son agent) est engagée de manière rarissime. En revanche, lors de fautes intentionnelles (notamment s'il s'agit d'affaires de mœurs) l'action récursoire est souvent engagée.

Seuls les dommages causés pendant que l'élève est sous la surveillance de l'enseignant peuvent entraîner sa responsabilité civile. Le temps de surveillance comprend les heures d'enseignement, mais aussi la récréation (en 1er degré) ou les temps de pause entre les cours.

Au collège ou au lycée, l'enseignant qui a terminé son cours doit se préoccuper de la prise en charge de ses élèves par le professeur qui donne le cours suivant. L'obligation de surveillance s'étend également aux sorties scolaires que l'enseignant organise, même avec des accompagnateurs.

Sous sa surveillance, la responsabilité de l'enseignant est selon les cas engagée totalement ou partiellement lorsqu'un dommage est causé à l'élève par le professeur lui-même ou par un autre élève ou un tiers, mais aussi lorsque l'élève cause un dommage à lui-même ou à un tiers.

Il ne suffit pas qu'un dommage survienne lors du temps de surveillance de l'enseignant. La loi du 5 avril 1937 exige également la preuve d'une faute de l'enseignant pour engager sa responsabilité. Il s'agit d'une responsabilité sur faute prouvée. Il est impossible de donner une liste exhaustive des fautes possibles. Elles sont appréciées souverainement par les juges du fond, au cas par cas. La responsabilité de l'enseignant sera retenue uniquement **s'il existe un lien de causalité suffisant entre le dommage causé par l'élève ou subi par lui et la faute reprochée au professeur.**

La responsabilité pénale

Avant l'adoption de la loi du 10 juillet 2000, toute personne ayant commis une faute d'imprudence ou de négligence, même vénielle, pouvait voir sa responsabilité pénale

engagée, dès lors que cette faute avait été appréciée par les juges comme l'une des conditions nécessaires à la réalisation du dommage.

Pour plus de sécurité, la **loi n° 2000-647 du 10 juillet 2000** en son article 1 donne une définition légale du délit non intentionnel : il y a délit

- lorsque la loi le prévoit, en cas de faute d'imprudence, de négligence ou de manquement à une obligation de prudence ou de sécurité prévue par la loi ou le règlement, s'il est établi que l'auteur des faits n'a pas accompli les diligences normales compte tenu, le cas échéant de la nature de ses missions ou de ses fonctions, de ses compétences ainsi que du pouvoir et des moyens dont il disposait.
- lorsque les personnes physiques qui n'ont pas causé directement le dommage, mais (...) ont créé la situation qui a permis la réalisation du dommage ou (...) n'ont pas pris les mesures permettant de l'éviter (...).

Autrement dit, les enseignants sont responsables pénalement s'il est établi qu'ils ont, soit violé de façon manifestement délibérée une obligation particulière de prudence ou de sécurité prévue par la loi ou le règlement, soit commis une faute caractérisée qui exposait autrui à un risque d'une particulière gravité qu'ils ne pouvaient ignorer.

Par ailleurs, l'article 11 alinéa 4 de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983, modifié par la loi n° 96-1093 du 16 décembre 1996, protège les fonctionnaires si les faits qualifiés de délits sont ne sont pas détachables de l'exercice de la fonction du service public d'enseignement.

Aux termes dudit article : « La collectivité publique est tenue d'accorder sa protection au fonctionnaire ou à l'ancien fonctionnaire dans le cas où il fait l'objet de poursuites pénales, à l'occasion de faits qui n'ont pas le caractère d'une faute personnelle ».

Cela signifie que l'État assure une assistance juridique lors de la procédure pénale engagée à l'encontre des agents d'un service public éducatif de l'État, à condition que le délit non intentionnel qui est reproché aux agents ne résulte pas d'une faute personnelle, mais d'un dysfonctionnement du service. En tout état de cause, même si l'enseignant est condamné pénalement, c'est l'État qui, in fine, assumera l'indemnisation civile du préjudice, consécutivement à la procédure pénale.

Après avoir examiné tout d'abord les fondements et les conditions de mise en œuvre de la responsabilité de l'enseignant, sa responsabilité pénale, je m'attacherai à démontrer que le régime particulier de responsabilité civile des « maîtres » de l'enseignement public aboutit à une juste indemnisation des victimes, sans conséquences économiques réelles pour les enseignants.

La responsabilité pénale de l'enseignant : une responsabilité personnelle.

Applicables au 1er mars 1994, les articles 221-6, 222-19, 220-20 et R-40 du nouveau code pénal, relatifs aux homicides et aux coups et blessures volontaires ou involontaires remplacent désormais les articles 319 et 320 du code jusqu'ici en vigueur.

Au même titre que tout individu, l'enseignant doit répondre devant la loi pénale de ses actes ou de ses agissements, dans la mesure où ceux-ci ont été à l'origine d'un dommage social grave, c'est-à-dire l'atteinte à l'intégrité corporelle d'un enfant dont il a la charge.

Selon les termes de l'article 221-6 du nouveau code pénal, "Le fait de causer, par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou manquement à une obligation de sécurité ou de prudence imposée par la loi ou les règlements, la mort d'autrui constitue un homicide involontaire puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende". Il s'agit là d'une définition que l'on peut qualifier d'ambiguë, mêlant à l'élément matériel de

l'infraction un élément psychologique (imprudence, inattention, négligence) bien difficile à déterminer de façon précise et qui sera justement le terrain privilégié du "pouvoir souverain d'appréciation du juge".

1. Critère objectif de la responsabilité pénale : le manquement à une obligation de sécurité ou de prudence imposée par la loi ou les règlements.

Pour l'organisation de la vie collective, les pouvoirs publics mettent en place un ensemble de textes normatifs, législatifs ou réglementaires, dont l'inobservation peut à coup sûr fonder la responsabilité pénale d'un enseignant.

Ainsi, à la suite de plusieurs accidents mortels survenus à l'occasion de l'usage fait par des enfants de buts de Handball dépourvus de fixation appropriée au sol, et après avis du conseil de la concurrence et des prix, le ministère de l'intérieur a pris un arrêté interdisant l'utilisation de ces buts.

Cet arrêté est d'application générale et s'impose à tous les responsables, techniques ou pédagogiques, d'installations sportives. Compte tenu de l'importance de l'enjeu - la sécurité des enfants - le ministère de l'Éducation Nationale a rappelé que ces dispositions s'appliquaient dans les leçons d'éducation physique et sportive, et qu'elles ne supportaient aucune interprétation.

Si, malgré cette interdiction, un enseignant utilise (ou laisse utiliser par des élèves) de tels buts et qu'un accident survienne, et bien qu'il n'y ait pas encore, à ma connaissance, de jugement définitif sur ce sujet depuis la parution de la nouvelle réglementation (août 1993), on peut avancer l'hypothèse – sans prendre le risque d'être désavoué par le juge - que la responsabilité pénale de l'enseignant en charge de la classe pourrait être mise en jeu, soit à la suite d'une plainte déposée par la famille de la victime, soit même à la diligence du procureur de la République, en application stricte du code pénal, pour : "manquement à une obligation de sécurité fixée par les règlements".

Dans une telle hypothèse, l'utilisation du critère de l'inobservation des règlements est simple : il s'agit d'éléments objectifs. C'est plus complexe lorsque le comportement est apprécié en fonction de critères plus subjectifs, comme l'imprudence, l'inattention ou la négligence.

2. Critère subjectif de la responsabilité pénale : l'imprudence, l'inattention ou la négligence.

Dans le cas où le juge fait appel à des éléments aussi subjectifs que l'inattention ou la négligence, l'enseignant peut alors être considéré comme "l'auteur médiat" des blessures ou de l'homicide involontaire c'est-à-dire : "celui qui aurait pu et dû empêcher de survenir le dommage qu'il n'a pas réalisé lui-même, mais qui n'a pas pris les mesures nécessaires pour l'éviter".

C'est le plus souvent en fonction de ce qu'il considère être "le comportement du bon père de famille" que le juge apprécie les comportements fautifs, et, en fonction de la gravité du dommage qui a donné lieu à la recherche de la responsabilité. C'est ainsi que se construit la jurisprudence.

Pas plus que les autres branches du droit, le droit de la responsabilité (et particulièrement celui du droit pénal) ne peut être considéré comme une science exacte. « On le voudrait infaillible, il n'est que le fruit d'une construction humaine ; on exige qu'il n'utilise que des outils parfaits, il se fonde sur des appréciations subjectives ; on croit qu'il a pour finalité essentielle le respect du présumé innocent, il n'a de sens que dans la protection des droits

de la victime. Il est juste parce qu'il corrige l'erreur humaine et qu'il atténue la douleur des victimes » (G. Levasseur Traité de droit pénal).

A cet égard, les enseignants n'ont pas de raison particulière de s'indigner des décisions de justice qui ont pu mettre en jeu la responsabilité pénale de certains d'entre eux. Ils n'en ont pas plus que les médecins et les infirmières, pas plus que les maîtres nageurs, pas plus que les entrepreneurs de travaux publics, mais il est vrai, plus que bien d'autres fonctionnaires de l'État ou des collectivités territoriale. Cependant, la protection que leur administration leur doit sur le fondement de l'article 11 de la loi du 13 juillet 1983 est une garantie qui devrait leur permettre de supporter le poids de leurs responsabilités inhérentes à la nature de leur mission.

Jean-Luc BONGRAND

Conseiller aux affaires pénales MAAP